

I N S T R U C T I O N I N T E R M I N I S T E R I E L L E
S U R L A C I R C U L A T I O N R O U T I E R E
D E D E F E N S E

4300/SODM /MPS/DCE
du 25 aout 1988-

Références : Décret n° 80-1096 du 22.12.1980 (JO du 31.12.80)

Arrêté interministériel du 7.10.1982
(JO du 10.10.82).

Décret n° 86-1231 du 2.12.86 (JO du 4.12.86).

Pièces jointes : Cinq annexes.

.../...

S O M M A I R E

=====

PREAMBULE .

1. Objet de la présente instruction.
2. Nécessité d'une organisation de la circulation routière pour la défense.
3. Mise en place de l'organisation de la circulation routière pour la défense.

CHAPITRE I - ETABLISSEMENT DES PLANS DE CIRCULATION ROUTIERE POUR LA DEFENSE .

- Article 10. Caractéristiques générales.
- Article 11. Plans à usage général.
- Article 12. Plans à but particulier.
- Article 13. Définition des réseaux.
- Article 14. Etablissement des plans de circulation à l'échelon national. Rôle du comité interministériel de circulation routière de défense.
- Article 15. Etablissement des plans de circulation routière à l'échelon des zones de défense.
 - 151. Rôle des Préfets, Commissaires de la République de Zone.
 - 152. Rôle des Comités Interservices.
 - 153. Rôle des Préfets Commissaires de la République de Régions.
 - 154. Prise de mesures de circulation au niveau des départements.
- Article 16. Contenu des plans.
 - 161. Partie "Technique".
 - 162. Partie "Ordre public et protection des populations".
 - 163. Partie "Transmissions".
 - 164. Début et fin d'un plan de circulation.
- Article 17. Données servant à l'établissement des plans de circulation.
 - 171. Besoins en itinéraires.
 - 172. Données techniques.

Article 18. Mesures de coordination.

- 181. Plans de déplacement.
- 182. Contraintes.
- 183. Coopération internationale.

Article 19. Modalités de diffusion des instructions techniques.

CHAPITRE II - MISE EN OEUVRE DES PLANS DE CIRCULATION ROUTIERE POUR LA DEFENSE.

- Article 20. Mise en oeuvre à l'échelon national.
- Article 21. Mise en oeuvre aux échelons territoriaux.
- Article 22. Organisation de la circulation routière sur les différentes catégories d'itinéraires.
- Article 23. Missions générales des ministères concernés par la mise en oeuvre de la circulation routière de défense.
- Article 24. Mise en oeuvre des plans de circulation en cas d'application des dispositions prévues par les articles 17 et 24 de l'ordonnance du 7 Janvier 1959 portant organisation générale de la Défense.

CHAPITRE III - MISSIONS DES CENTRES D'INFORMATION ROUTIERE.

- Article 30. Généralités.
- Article 31. Conception.
- Article 32. Missions des centres.
 - 321. Missions d'information.
 - 322. Missions d'aide à la mise en oeuvre.
 - 323. Missions de coordination.
- Article 33. Moyens des centres.
- Article 34. Répartition des missions entre les trois divisions.
- Article 35. Répartition des responsabilités en cas de mise sur pied de l'organisation de la circulation routière pour la défense.

.../...

LISTE DES ANNEXES.

- Annexe I. Modèle de plan de circulation.
- Annexe II. Définitions relatives à la circulation.
- Annexe III. Coordination des dispositions concernant
 les Transports et la Circulation rou-
 tière dans des cas exceptionnels.
- Annexe IV. Transmissions (1).
- Annexe V. Rôle des Sociétés concessionnaires d'au-
 toroutes (S.C.A.R.).

*

*

*

(1) Cette annexe classifiée "Confidentiel Défense" n'est diffusée qu'aux autorités de l'échelon national et des échelons zonaux ayant à en connaître.

PREAMBULE.

1. Objet de la présente instruction.

Le décret 80-1096 du 22 décembre 1980 (JO du 31 décembre 1980) relatif à l'organisation de la circulation routière pour la défense dispose :

- que la circulation routière pour la défense a pour objet d'organiser, en cas de menace entraînant l'application des mesures prévues aux articles 2 et 6 de l'Ordonnance 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée portant organisation générale de la défense, les déplacements sur voie routière de telle sorte qu'ils s'effectuent en sécurité et dans le cadre des priorités fixées par le gouvernement,
- qu'à cette fin sont établis des plans de circulation routière pour la défense, couvrant les besoins civils et militaires et propres à assurer, selon les possibilités du réseau routier, l'exécution des déplacements, leur contrôle, leur discipline, la sécurité des usagers ainsi que l'application des mesures pouvant résulter de décisions de régulation.

Un arrêté interministériel du 7 octobre 1982 (JO du 10 octobre 1982) a fixé la composition et les conditions de fonctionnement des organismes prévus par le dit décret. Ces organismes sont constitués et fonctionnent en tout temps.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application des deux textes précités.

2. Nécessité d'une organisation de la circulation routière pour la défense.

En temps normal, les déplacements routiers s'effectuent librement sous réserve des dispositions du Code de la route et des décrets pris pour son application ainsi que des arrêtés des autorités compétentes en matière de police.

En situation de défense (2) les déplacements militaires opérationnels sont prioritaires. De leur côté les transports civils, en cas de nécessité, sont exécutés selon les orientations ou des priorités notifiées par les services du Commissariat aux Transports Terrestres après concertation interministérielle. Des contraintes sont donc inévitables en matière de circulation.

Les comités interministériels et interservices définissent dans les conditions indiquées dans les chapitres suivants les itinéraires et leur capacité d'accueil : c'est le plan de circulation.

(2) c'est-à-dire, en cas d'application des mesures prévues par les articles 2 et 6 de l'ordonnance du 7 janvier 1959.

Ce plan précise les mesures à prendre dans les domaines de la sécurité et de la sûreté, des approvisionnements en vivres et en carburants, du dépannage d'urgence et des petites réparations ainsi que des soins de première urgence. Il inclut l'évaluation des moyens en personnels et en matériels autres que les moyens organiques des armées (3), nécessaires au maintien en disponibilité ou à la surveillance des itinéraires réservés aux armées (itinéraires rouges) et des itinéraires susceptibles d'être mis temporairement à leur disposition sur leur demande (itinéraires orange) ainsi que des itinéraires réservés aux besoins civils de défense, notamment pour l'accueil des réfugiés en transit et le desserrement des populations (itinéraires verts).

3. Mise en place de l'organisation de la circulation routière pour la défense.

Le régime de la liberté de la circulation routière du temps normal devant être maintenu le plus longtemps possible, le régime particulier de l'organisation de la circulation routière pour la défense n'est appliqué que lorsque les circonstances l'imposent, soit sur décision du gouvernement, soit immédiatement en cas de mobilisation générale. Ce régime particulier pourra ne s'appliquer que sur une partie du territoire national.

CHAPITRE I. ETABLISSEMENT DES PLANS DE CIRCULATION ROUTIERE POUR LA DEFENSE.

10. Caractéristiques générales.

Un plan de circulation routière pour la défense a pour objet :

- de définir dans une aire géographique donnée, un ensemble d'itinéraires pour l'écoulement du trafic prioritaire,
- de fixer les conditions d'utilisation de ces itinéraires,
- de déterminer les modalités de leur équipement en personnels et en matériels,
- d'estimer les moyens nécessaires à la surveillance renforcée ou à la fermeture des frontières,

(3) gendarmerie exclue.

- d'évaluer les moyens nécessaires au maintien en disponibilité ou à la surveillance des itinéraires réservés aux armées ou susceptibles d'être mis à leur disposition et de ceux réservés aux réfugiés et desserrés.

Doivent être distingués les plans à usage général et les plans à but particulier.

11. Plans à usage général.

Les plans à usage général sont établis pour satisfaire les besoins de tous les secteurs de la défense, aussi bien ceux liés aux activités du territoire couvert par le plan que ceux découlant du trafic de transit.

Les plans de ce genre présentent donc à la fois :

- un caractère global car ils peuvent intéresser l'ensemble des voies de communication de la circonscription concernée,
- un caractère semi-permanent car ils ne sont modifiés, remplacés ou suspendus qu'en cas d'altération importante du réseau routier ou de variation significative des flux de circulation.

12. Plans à but particulier.

Les plans à but particulier sont destinés à réserver aux demandeurs, en totalité ou en partie, certaines voies routières pendant des périodes limitées. Ils sont temporaires et s'appliquent exclusivement aux itinéraires retenus pour l'exécution du déplacement organisé par le demandeur. Ils entraînent éventuellement pendant leur mise en oeuvre, la suspension, la réduction ou l'aménagement du trafic général.

Les plans à but particulier comprennent notamment les plans établis dès le temps normal et destinés à renforcer le dispositif de défense de la nation ; il s'agit par exemple des plans relatifs à la mise en place des forces (mouvements initiaux).

13. Définition des réseaux.

La priorité accordée à certains déplacements militaires ou civils, notamment aux mouvements et transports opérationnels des armées et aux déplacements des unités de l'ordre public ou des secours, conduit à définir au niveau national trois réseaux d'itinéraires :

.../...

Réseau militaire (itinéraires rouges)

Itinéraires peu nombreux réservés aux besoins des armées, en particulier logistiques, et utilisés globalement ou partiellement sur préavis.

Lorsqu'ils sont activés, ils peuvent être empruntés par les unités de l'ordre public et les services civils d'urgence, voire les transports civils de défense, après concertation avec l'autorité militaire.

En dehors des périodes d'activation, ils sont laissés à la disposition de l'autorité civile.

Réseau civil (itinéraires verts)

Itinéraires réservés aux besoins civils de défense, notamment pour les réfugiés et pour les populations ayant fait l'objet de mesures de desserrement ou d'évacuation (4).

Réseau mixte (itinéraires orange)

Itinéraires laissés libres à toute circulation et pouvant être mis temporairement et sur préavis à la disposition des armées sur leur demande.

Les autres itinéraires sont normalement laissés libres à toute circulation.

14. Etablissement des plans de circulation à l'échelon national. Rôle du comité interministériel de la circulation routière de défense.

Le Ministre chargé des Transports établit, par délégation du Premier Ministre les plans de circulation routière après avis d'un comité interministériel qui comprend trois membres permanents :

- le Ministre chargé des Transports ou son représentant,
- un représentant du Ministre de l'Intérieur,
- un représentant du Ministre de la Défense.

Le Ministre chargé des Transports peut demander à tout autre ministre de désigner un représentant en tant que membre temporaire du comité.

.../...

(4) on entend par "desserrement" un éloignement organisé de la population à distance modérée (moins de 100 km) et par "évacuation" un éloignement organisé à distance plus importante.

Le comité interministériel est présidé par le Ministre chargé des Transports ou son représentant.

Ces trois membres permanents désignent leurs suppléants et s'entourent des experts de leur choix.

Le comité interministériel rassemble les informations provenant :

- du Ministère de la Défense, notamment sur les priorités militaires et sur la situation aux frontières,
- du Ministère de l'Intérieur en ce qui concerne notamment les réfugiés ~~étrangers~~ ou les français "desserrés", les manifestations de nature à troubler l'ordre public, les opérations de maintien de l'ordre,
- du Commissariat aux Transports Terrestres en ce qui concerne les transports par moyens civils,
- du Centre National d'Information Routière (C.N.I.R.) sur l'évolution des trafics à l'intérieur de la France et dans les pays limitrophes.

Au cours de la préparation des plans, le comité interministériel veille à la coordination des plans zonaux et donne les instructions à cet effet.

Ce comité est réuni en temps normal et en cas d'application des mesures prévues aux articles 2 et 6 de l'Ordonnance du 7 janvier 1959 sur décision du ministre des Transports.

15. Etablissement des plans de circulation routière à l'échelon des zones de défense.

151. Rôle des Préfets, Commissaires de la République de zone.

A l'échelon des zones, le Préfet de zone complète dès le temps normal les plans nationaux sur la base des renseignements que lui fournissent les Centres Régionaux d'Information et de Coordination Routière (C.R.I.C.R.) implantés dans sa zone. Compte tenu des plans généraux de protection, des plans de défense et des circonstances de temps et de lieu, il fait établir les plans de circulation de zone en relation étroite avec le commandement militaire en veillant à ce que ces derniers fixent les itinéraires et procèdent à l'inventaire des moyens nécessaires à leur mise en oeuvre.

.../...

152. Rôle des comités interservices.

Pour établir les plans de circulation routière et préparer leur mise en oeuvre, le Préfet de zone dispose d'un comité interservices dont il assure la présidence.

En cas d'empêchement, il est suppléé par le secrétaire général de zone ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par un membre du corps préfectoral désigné par le préfet de zone ou à défaut par le chef de service de défense de zone pour l'Equipement et les Transports.

Ce comité interservices comprend à raison d'un par ministère, des représentants de l'Intérieur, de la Défense et des Transports. Le Préfet peut y convier, lorsqu'il le juge nécessaire, les autres chefs de service de zone des administrations de l'Etat ou leurs représentants.

Le Chef du Service de défense de zone pour l'Equipement et les Transports fait assurer le secrétariat du comité, instruit les dossiers soumis à ce dernier, les rapporte et veille au suivi des décisions prises.

Le comité interservices de zone sera constitué dans les trois mois suivant la parution de la présente instruction. Il dispose d'une division "Renseignements" et d'une division "Préparation et Exécution des plans".

La division "Renseignements" est fournie par les trois divisions INTERIEUR-TRANSPORTS-DEFENSE du Centre Régional d'Information et de Coordination Routière situé au chef-lieu de la préfecture de zone. Elle est chargée de recueillir et de traiter les informations routières en liaison, si nécessaire, avec le C.N.I.R. et les autres C.R.I.C.R.

La division "Préparation et Exécution des Plans" est composée de personnels détachés, en tant que de besoin, des divers services de la zone de défense et de représentants du général commandant la région militaire. Réunie au moins une fois par an à l'initiative du comité interservices elle connaît de la préparation des plans de circulation routière à l'échelon de la zone et des conditions de leur mise en oeuvre dans le cadre des mesures prises à l'échelon national. Elle assure les liaisons voulues avec les divisions semblables des comités interservices des zones voisines et peut être chargée d'étudier notamment les problèmes de liaison et de protection du comité interservices et des organismes dont il dispose.

.../...

Les Préfets de région et de département sont associés en tant que de besoin à l'élaboration des plans de circulation de zone.

153. Rôle des Préfets, Commissaires de la République de région.

Dans le cadre des délégations de pouvoir prévues au sixième alinéa de l'article 9 du décret 83-321 du 20 avril 1983 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République en matière de défense de caractère non militaire, le Préfet de région peut se voir confier par le préfet de zone le soin d'établir des plans de circulation et de déplacement à incidence interdépartementale. En tant que de besoin, il utilise les moyens des services de la région et peut constituer un groupe de travail interservices chargé de préparer les plans et les mesures correspondantes. Le directeur régional de l'Equipement assure le secrétariat de ce groupe, réunit les données nécessaires à l'élaboration des plans de circulation et contrôle l'exécution des décisions prises. Ce groupe comprend un représentant militaire désigné par le général commandant la région militaire, ou en cas de délégation, par le général commandant la division militaire territoriale.

154. Prise de mesures de circulation au niveau des départements.

Le Préfet, Commissaire de la République de département arrête les mesures départementales d'application des plans de circulation et en assure la mise en oeuvre.

16. Contenu des plans.

Chaque plan de circulation comporte trois parties qui ne peuvent être communiquées qu'aux personnes ayant à en connaître :

- une partie technique,
- une partie ordre public et protection des populations,
- une partie transmissions.

Un modèle de plan de circulation est donné en annexe I, cependant que la définition des termes techniques figure en annexe II.

161. Partie technique.

La partie technique de tous les plans de circulation routière de défense porte sur :

- la délimitation de l'aire géographique du plan,
- la définition des itinéraires en distinguant ceux qui sont libres, ceux qui sont gardés, voire interdits, ceux qui sont "surveillés", en prévoyant des variantes et des déviations autour des points paraissant les plus sensibles,

.../...

- le débit des itinéraires sous forme d'objectifs à atteindre en fonction des possibilités de l'infrastructure,
- la définition des conditions de circulation en vue d'assurer l'équipement et le maintien en disponibilité des itinéraires, en prenant notamment en considération le ravitaillement en vivres et en carburants, le dépannage et les petites réparations, l'implantation des postes de secours pour soins légers sur place et les évacuations sanitaires,
- les personnels et matériels nécessaires à l'écoulement des trafics,
- les moyens de génie civil nécessaires pour rétablir l'itinéraire, voire pour déneiger.

162. Partie ordre public et protection des populations.

Au sein des comités interservices, les représentants du ministère de l'Intérieur font prendre en compte les impératifs d'ordre public et de protection des populations.

La partie correspondante des plans est communiquée aux seules personnes qui ont à en connaître.

163. Partie Transmissions.

La partie Transmissions comporte les liaisons filaires ou radio-électriques permettant aux services chargés de la sécurité ou de l'exploitation des itinéraires de correspondre entre eux. Elle concerne aussi les liaisons avec les aéronefs chargés de l'observation ou de l'intervention. Ces liaisons sont civiles et militaires.

164. Début et fin d'un plan de circulation.

L'autorité responsable de l'ordre public a la charge de la diffusion des informations relatives à la mise en oeuvre et à la fin de la validité de ce plan (dates et lieux).

17. Données servant à l'établissement des plans de circulation.

171. Besoins en itinéraires.

Ces besoins sont présentés :

AU COMITE INTERMINISTERIEL :

- par le représentant du ministre de la Défense pour tous les mouvements et transports militaires nationaux et alliés de l'échelon national,

.../...

- par le représentant du ministre de l'Intérieur pour les mouvements des unités de l'ordre public et des éléments de secours ainsi que pour les déplacements éventuels des réfugiés et des personnes faisant l'objet d'une "mesure d'évacuation"

- par le représentant du ministre des Transports pour les transports de toute nature de l'échelon national par moyens civils.

AU COMITE INTERSERVICES :

- par le représentant du général commandant la région militaire pour tous les mouvements et transports militaires de l'échelon zonal,

- par le représentant du Préfet de zone pour les mouvements des unités de l'ordre public et des éléments de secours ainsi que pour les déplacements éventuels des réfugiés et des personnes faisant l'objet d'une "mesure de desserrement",

- par le chef de service de défense de zone pour l'Equipement et les Transports, pour les transports de toute nature par moyens civils.

172. Données techniques.

Les conditions de circulation fixées par un plan de circulation dépendent du débit possible des itinéraires et de leurs variantes, ainsi que des délais d'exécution et des mesures éventuelles de sécurité. C'est pourquoi les "cellules départementales d'exploitation et de sécurité" (C.D.E.S) des directions départementales de l'Equipement (D.D.E), doivent, dès le temps normal, connaître :

- les débits possibles de chaque tronçon d'itinéraire,
- les caractéristiques des points critiques impliquant des limitations en hauteur, en largeur ou en tonnage,
- les déviations possibles aux points les plus exposés à une interruption de la circulation.

Les chefs des divisions "Transports" des C.R.I.C.R constituent dès le temps normal un dossier contenant l'essentiel de ces renseignements qu'ils recueillent auprès des sociétés d'autoroutes et des cellules départementales d'exploitation et de sécurité des D.D.E.

.../...

18. Mesures de coordination.

181. Plans de déplacement.

Les responsables des transports établiront des "plans de déplacement". De tels plans ont pour but, en accord avec le plan de circulation lui-même, de répartir rationnellement les déplacements et d'utiliser au mieux la capacité des itinéraires (cf Annexe III). Ils seront communiqués selon leur niveau, au comité interministériel et au comité interservices.

182. Contraintes.

Les principes d'organisation énoncés ci-dessus font apparaître la nécessité de coordonner entre eux les plans de circulation routière de toutes catégories et de tous niveaux.

Il convient donc :

- au niveau national, de coordonner les plans de circulation de zones,
- au niveau zonal, d'intégrer prioritairement dans le plan de la zone les éléments des plans nationaux intéressant la zone et d'harmoniser chaque plan zonal avec ceux des zones limitrophes, en ayant recours si nécessaire à l'arbitrage du comité interministériel.

De même, les dispositions prises au niveau départemental pour régler les problèmes de circulation doivent toujours être compatibles avec les éléments du plan zonal.

183. Coopération internationale.

La politique française de protection des populations admet le principe du maintien sur place défini par l'OTAN. Toutefois l'application de ce principe peut se révéler difficile en certaines occasions et la planification interne des mouvements de circulation de défense doit alors prendre en compte l'hypothèse d'un afflux, au moins limité, de réfugiés aux frontières du Nord, de l'Est et du Sud-Est.

Afin de pouvoir faire face à une telle éventualité, il convient d'inclure dans la préparation des plans de circulation routière des zones de défense concernées :

- une évaluation des moyens nécessaires à un contrôle renforcé ou à une fermeture des frontières,
- une évaluation des capacités d'accueil et de transit disponibles en temps de crise compte tenu de la capacité d'écoulement des itinéraires réservés,

.../...

- une planification des mouvements de transit en fonction des besoins prioritaires du trafic concernant le déploiement des forces armées et le flux de populations civiles dans le cadre des plans de desserrement.

Le comité interministériel arrête les prescriptions s'appliquant particulièrement aux autorités responsables de chaque zone.

19. Modalités de diffusion des instructions.

Dans un souci de rapidité, de coordination et de sécurité, le ministre de l'Intérieur et le ministre chargé des Transports adressent simultanément par moyens télégraphiques les instructions techniques aux préfets de zone et aux chefs de service de défense de zone pour l'Equipeement et les Transports. Ces deux autorités sont responsables de la diffusion directe de ces instructions aux échelons subordonnés, ainsi qu'à tous les services ayant à en connaître.

CHAPITRE II. MISE EN OEUVRE DES PLANS DE CIRCULATION ROUTIERE POUR LA DEFENSE.

20. Mise en oeuvre à l'échelon national.

Le ministre de l'Intérieur est responsable de la mise en oeuvre des plans de circulation routière pour la défense.

Il dispose à cet effet d'un centre opérationnel interministériel composé de représentants du ministre de la Défense, du ministre des Transports, et, en tant que de besoin, de tout autre ministre.

Le centre opérationnel interministériel comprend :

- une cellule de direction,
- une division "Renseignements",
- une division "Exécution des Plans".

La cellule de direction, qui actionne les deux divisions, est constituée par les trois membres permanents du comité interministériel ; de cette manière est assurée la nécessaire continuité de vues aux stades successifs de l'établissement des plans et de leur mise en oeuvre. Pour la mise en oeuvre, la cellule de direction est présidée par le représentant du ministre de l'Intérieur, chef du centre opérationnel interministériel, qui conduit l'action collective en coordonnant les actions respectives des ministères concernés. Les directives concernant la mise en oeuvre des plans sont adressées par le chef du centre opérationnel ou son ministre de tutelle aux préfets de zone et comités interservices.

.../...

Des instructions techniques particulières ou spéciales, peuvent au nom du centre opérationnel interministériel, être adressées directement aux autorités et organismes précités par le représentant du ministre des Transports siégeant à la cellule de direction.

La division "Renseignements" est formée par les trois divisions (Intérieur, Transports, Défense) du centre national d'information routière (C.N.I.R), éventuellement renforcées. Elle est chargée de traiter le renseignement et d'orienter la recherche du renseignement par les C.R.I.C.R.

La division "Exécution des plans" est constituée par des représentants du ministère de l'Intérieur, du ministère des Transports, du ministère de la Défense et, en cas de besoin, du Commissariat aux Entreprises de travaux publics et de bâtiment. Elle est chargée, à partir des indications fournies par la division "Renseignements", et en fonction des moyens disponibles, de présenter des propositions à la cellule de direction, puis, compte tenu des décisions prises, de mettre en forme les directives aux autorités territoriales responsables de la circulation et d'en contrôler l'exécution.

Mis normalement sur pied en cas d'application des mesures prévues aux articles 2 et 6 de l'Ordonnance du 7 janvier 1959, le centre opérationnel interministériel est installé dans les locaux du C.N.I.R. aménagés à cet effet. Il bénéficie ainsi des moyens de transmission de ce centre ; il est également relié en permanence avec les services centraux du ministère de l'Intérieur, du ministère des Transports et du ministère de la Défense.

Compte tenu des informations recueillies sur :

- les déplacements routiers prévus tant civils que militaires et les priorités dont certains peuvent bénéficier,
- le volume des trafics sur les principales voies routières et plus particulièrement sur les itinéraires retenus dans les plans de circulation,
- les forces disponibles de police et de gendarmerie et les unités de circulation routière de l'armée de terre mises éventuellement à la disposition de l'autorité civile pour faciliter les déplacements des forces armées,
- les incidents qui affectent la circulation,

la cellule de direction du centre opérationnel interministériel définit les adaptations temporaires qui doivent être apportées aux plans de circulation routière pour la défense et propose éventuellement toutes mesures réglementaires nécessaires.

.../...

En fonction de la situation, elle formule auprès du Commissariat aux transports terrestres des propositions sur l'ordre d'urgence des travaux de rétablissement des itinéraires ayant subi des destructions.

21. Mise en oeuvre aux échelons territoriaux.

Le préfet, Commissaire de la République de zone est responsable dans sa zone de défense de la mise en oeuvre des plans nationaux et zonaux de circulation routière pour la défense.

Il dispose à cet effet du comité interservices et de la cellule "ordre public" du centre opérationnel de défense de la préfecture chargée par le décret 86-1231 du 2 décembre 1986 de la mise en oeuvre des plans de circulation routière. Installé de préférence dans les locaux du C.R.I.C.R, le comité interservices participe en liaison étroite avec la cellule "ordre public" à la mise en oeuvre des plans de circulation routière dans le cadre d'attributions délimitées par le préfet de zone. Ce comité doit en outre veiller à ce que soit assurée la nécessaire coordination entre la circulation dans la zone de défense et la circulation dans les zones de défense limitrophes.

Le préfet de zone peut déléguer la coordination de la mise en oeuvre de la circulation routière pour la défense dans une partie de sa zone à un préfet de région.

En raison des difficultés que pourrait rencontrer le C.R.I.C.R de Lyon pour réunir et exploiter les renseignements sur l'ensemble de la zone Sud-Est, le préfet de la zone Sud-Est peut en outre confier au préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur la coordination de la mise en oeuvre de la circulation routière pour la défense concernant les régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur utilise alors les moyens de la direction régionale de l'équipement de sa région et du C.R.I.C.R de Marseille pour remplir cette mission.

A l'échelon du département, le préfet est responsable de la mise en oeuvre des plans nationaux et zonaux de circulation routière pour la défense suivant les directives qui lui sont données par le préfet de zone. Il doit en particulier veiller à la coordination entre la circulation dans son département et la circulation dans les départements limitrophes.

.../...

Dans les circonstances prévues aux articles 2 et 6 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, il exerce le pouvoir de substitution qu'il détient de plein droit. Il prend les mesures nécessaires en matière de circulation sur les voies départementales et communales.

22. Organisation de la circulation routière sur les différentes catégories d'itinéraires.

- la circulation sur le réseau militaire (itinéraires rouges) est placée sous la responsabilité des armées ; le maintien en disponibilité ou la surveillance de ce réseau est assurée par l'autorité civile en liaison avec l'autorité militaire,
- la circulation sur tous les autres itinéraires incombe à l'autorité civile. Le commandement militaire lui fait connaître ses besoins opérationnels lorsqu'il souhaite emprunter le réseau mixte (itinéraires orange), cas normal, ou les autres itinéraires, cas exceptionnel.

Le centre opérationnel interministériel de circulation routière et les comités interservices de zone sont responsables de l'harmonisation des besoins de déplacements civils et militaires de leur compétence.

Pour ce faire, ils déterminent les moyens en effectifs nécessaires au contrôle, voire à la régulation des déplacements précités et proposent leur mise en place dans le cadre des contraintes imposées par la situation du moment (cf annexe III).

23. Missions générales des ministères concernés par la mise en oeuvre de la circulation routière de défense.

La responsabilité de la mise en oeuvre des plans de circulation routière de défense incombe au ministre de l'Intérieur qui l'assure en liaison étroite avec les ministres de la Défense et des Transports. Toutefois les autres départements ministériels (industrie, Santé, Agriculture, Commerce, Economie et Finances, etc...) peuvent être appelés à soutenir l'action des départements précités en fournissant des prestations de leur compétence dans des domaines annexes.

- Le ministère de l'Intérieur est chargé seul ou en liaison avec d'autres ministères :

- de faire assurer le maintien en disponibilité ou la surveillance des itinéraires réservés aux déplacements militaires,

.../...

- de mettre en oeuvre les mesures de surveillance renforcée, voire de fermeture des frontières,

- de contrôler la circulation sur les itinéraires réservés aux réfugiés en transit ainsi que dans les zones de desserrement,

- de veiller à la satisfaction des besoins matériels des populations en transit (Ravitaillement en carburants-Dépannage et réparation des véhicules-Alimentation de survie-Hébergement de fortune-Soins de première urgence-Evacuations sanitaires),

- de la sûreté générale des axes routiers.

- Le ministère des Transports est chargé :

- de la mise en place des signalisations et balisages temporaires et particuliers (réfugiés),

- du maintien à hauteur de la signalisation et du balisage routiers,

- de faire assurer le maintien en condition des voies routières par les services et collectivités chargés des différentes voiries,

- de veiller au rétablissement des communications selon les priorités fixées par les autorités compétentes (C.T.T).

- Le ministère de la Défense est chargé :

- de la mise en place éventuelle des signalisations spéciales militaires (STANAG) sur les itinéraires mis à la disposition des armées,

- de la circulation d'accompagnement au profit des mouvements et transports des armées,

- du soutien logistique, du suivi et du contrôle des déplacements militaires,

- de participer à titre exceptionnel au rétablissement des communications prioritaires en cas d'insuffisance des moyens civils.

- Les ministères de l'Intérieur et des Transports continuent d'assurer conjointement comme en temps normal les missions de renseignement sur l'infrastructure et le trafic, les missions d'intervention au profit des usagers (Mise en oeuvre de déviations-Pilotage-Filtrage), et les missions éventuelles de régulation du trafic.

.../...

24. Mise en oeuvre des plans de circulation dans les zones où se développent des opérations militaires.

Dans ce cas particulier, sur décision du gouvernement et conformément aux articles 17 et 24 de l'Ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, le commandement militaire désigné devient responsable de l'ordre public et exerce la coordination des mesures de défense civile, donc de circulation de défense, avec les opérations militaires.

CHAPITRE III - MISSIONS DES CENTRES D'INFORMATION ROUTIERE.

30. Généralités.

Le présent chapitre précise les missions des centres d'information routière et les conditions de leur fonctionnement en cas de mise en oeuvre de l'organisation de la circulation routière de défense. Pour l'essentiel, les missions dévolues aux centres en temps normal sont maintenues ; elles sont effectuées au profit du comité interministériel, du centre opérationnel et des comités interservices. Les limitations d'accès aux centres et à la connaissance des informations sont précisées par des textes particuliers.

31. Conception.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 7/10/1982 :

- Les personnels et les moyens du C.N.I.R sont à la disposition du comité interministériel de circulation routière et du centre opérationnel interministériel.
- Le comité interministériel et le centre opérationnel utilisent notamment les moyens du C.N.I.R pour transmettre les instructions voulues aux préfets de zone et à leurs comités interservices.
- Les comités interservices utilisent notamment les moyens des C.R.I.C.R pour permettre les liaisons nécessaires avec le comité interministériel, le centre opérationnel interministériel et les autres comités interservices ainsi que les liaisons voulues à l'intérieur de la zone.
- Les moyens de liaison supplémentaires éventuellement nécessaires à la satisfaction des besoins seront mis en place au C.N.I.R et dans les C.R.I.C.R à l'initiative des ministères intéressés.

.../...

32. Missions des centres.

321. Mission d'information.

En situation de défense, la mission fondamentale des centres d'information routière est de recueillir l'information routière au profit du comité interministériel, du centre opérationnel interministériel et des comités interservices de manière à permettre la préparation ou l'adaptation des plans par ces organismes.

Pour assurer cette mission, les centres d'information routière doivent, comme en temps normal :

- disposer d'une documentation routière précise et complète,
- recueillir et centraliser l'ensemble des informations sur l'état des itinéraires, les flux routiers et les perturbations de toute nature (5),
- réaliser une synthèse des informations obtenues et la mettre à la disposition des responsables afin de faciliter la prise de décisions.

322. Mission d'aide à la mise en oeuvre des plans de circulation routière de défense.

Le moment venu, les centres participent à la mise en oeuvre des mesures prévues pour la circulation routière de défense.

En particulier, ils doivent prêter leurs concours au comité interministériel ou au comité interservices de rattachement pour l'établissement des plans de diffusion d'informations et la liste des bénéficiaires. Ces plans sont établis en fonction de la nature des informations, de leur degré de protection et des priorités qui leur sont attribuées.

Le cas échéant, ils diffusent et font diffuser les communiqués d'informations destinés aux usagers.

323. Missions de coordination.

Le C.N.I.R et les C.R.I.C.R sont chargés de recueillir les informations sur les flux du trafic au-delà des frontières nationales, notamment dans le cadre d'accords diplomatiques ou d'arrangements techniques bilatéraux.

.../...

(5) notamment sur les axes routiers prolongeant les voies maritimes ou les dessertes aériennes.

33. Moyens des centres.

Les centres sont composés de trois divisions représentant les services du ministère de l'Intérieur, du ministère des Transports et du ministère de la Défense.

Chaque administration est tenue de désigner et de former dès le temps de paix les agents nécessaires pour que les centres d'information routière disposent le moment venu, de personnels confirmés.

Il est rappelé que le personnel civil en service dans les centres est placé en position d'affectation collective de défense et qu'il convient de demander la levée des affectations militaires de mobilisation dont pourraient faire l'objet certains de leurs membres.

34. Répartition des missions entre les trois divisions.

Chaque division est chargée d'animer au sein de son ministère la recherche des renseignements relatifs à l'état des routes et à l'état du trafic. En temps normal les travaux de préparation aux missions du temps de crise sont répartis ainsi :

- la division "Transports" est chargée de réunir la documentation nécessaire pour apprécier les capacités routières et autoroutières et les besoins supplémentaires en signalisation,
- la division de l'"Intérieur" s'attache à obtenir des services zonaux concernés la connaissance des moyens disponibles au profit des flux routiers, en ravitaillement, secours et dépannages,
- les divisions "Intérieur" et "Défense" s'attachent à la surveillance de l'évolution du réseau (destructions, obstacles...), et du trafic (bouchons, suivi des mouvements...).

35. Répartition des responsabilités.

Dès la mise en place de l'organisation de la circulation routière pour la défense :

- l'aide et l'appui fournis au comité interministériel ou à un comité interservices pour la mise à jour des plans de circulation et des mesures destinées à leur mise en oeuvre sont placés sous la responsabilité du chef de la division "Transports",
- l'aide et l'appui fournis au centre opérationnel ou à un comité interservices pour la mise en oeuvre et le suivi des plans de circulation relèvent de la responsabilité du chef de la division de l'"Intérieur".

.../...

Cette responsabilité est attribuée au chef de la division "Défense" dans les cas prévus aux articles 17, alinéas 6-7 et 24, alinéa 2, de l'Ordonnance du 7 janvier 1959 où l'autorité militaire est investie de pouvoirs relatifs à la défense civile.

*

*

*

A N N E X E I

COMITE INTERSERVICES
DE LA
ZONE DE DEFENSE

N°

Le présent modèle a pour but de servir de liste de contrôle aux autorités chargées d'établir des plans de circulation.
Ces plans ne traiteront que des rubriques nécessaires.

PLAN DE CIRCULATION N°

+ Carte de circulation (1)

- Annule et remplace le plan n°.....en date du.....
- Entre en vigueur le..... à.....

I - BUT DU PLAN

Limites

- Le plan s'applique au secteur géographique suivant :.....
.....

II - DEFINITION DES ITINERAIRES ET DEBITS

21/ Tracé du réseau routier militaire (R.R.M).

- | | |
|--------------|---------------------------|
| a/ axiales | : A1, A3,(impairs) |
| b/ latérales | : L2, L4, etc.....(pairs) |

22/ Tracé du réseau routier civil (R.R.C.) (2).

23/ Tracé du réseau routier mixte

24/ Spécialisation de certains itinéraires (itinéraires lourds/ classe 80/ et très lourds/classe 120).

25/ Points sensibles et Points critiques - Déviations possibles.

(1) Ou référence des cartes auxquelles il convient de se reporter

(2) Préciser : d'échelon national, zonal ou départemental.

.../...

26/ DEBITS A OBTENIR EN CAS DE TRAFICS INTENSES.

- Sur tel itinéraire ... véhicules/heure
- Sur tel itinéraire ... véhicules/heure

III - AMENAGEMENTS d'infrastructures pour éviter les cisaillements entre réseaux.
(A prévoir autant que possible dès le temps normal)

IV - EQUIPEMENT DES ITINERAIRES - DISPOSITIFS DE CIRCULATION.

- 31/ Pancartage, fléchage, jalonnage, balisage.
Stockage de ces matériels à la charge de..... en.....
- 32/ Implantation des moyens temporaires :
 - . de circulation
 - . de dépannage
 - . de secours "pour soins légers sur place et moyens d'évacuation"
 - . de ravitaillement en vivres et en carburants
- 33/ Implantation de postes de contrôle, de régulation.

V - CONSIGNES DE CIRCULATION (voir définitions en annexe II).

- 40/ Itinéraires libres à toute circulation, surveillés, gardés, réservés, interdits ...
- 41/ Itinéraires ou sections d'itinéraire à sens unique ou à sens alterné avec horaire - de jour - - de nuit -
- 42/ Echelonnement des convois - Distances entre véhicules à appliquer pour maintenir le débit horaire fixé.
- 43/ Limite de circulation de jour - de nuit - (éventuellement)
- 44/ Limite d'éclairage autorisé (dite "ligne de black-out") - (éventuellement)

.../...

VI - AUTORISATION D'UTILISATION D'UN ITINERAIRE.

Itinéraires sur lesquels une autorisation de déplacement est obligatoire pour une colonne de plus de N véhicules.

Préavis nécessaire.

Conditions de circulation pour colonnes de moins de N véhicules sur ces itinéraires (éventuellement)

VII - LIAISONS - TRANSMISSIONS.

- Organisation générale.

VIII - BESOINS EN RENSEIGNEMENTS POUR LA CONDUITE DES PLANS.

a) Liaisons avec les pays limitrophes.

b) Directives pour le (ou les) centre (s) d'information routière compétent (s).

ANNEXES : Dispositif de SECURITE ET SURETE (p.m.)

PLAN DE TRANSMISSIONS (p.m.)

diffusés sous le timbre "Confidentiel-Défense"
aux seules autorités ayant à en connaître.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE ZONE

P/o LE CHEF DU SERVICE DE DEFENSE DE ZONE

EQUIPEMENT-TRANSPORTS

A N N E X E II

DEFINITIONS RELATIVES A LA CIRCULATION

| Termes ou Expressions | Définitions |
|--|--|
| <u>AUTORISATION D'UTILISATION D'ITINERAIRE</u> | <p>Autorisation d'emprunter un itinéraire réglementé. Si les délais le permettent, elle donne lieu à l'attribution d'un "billet" comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un numéro de déplacement qui devra figurer, si possible, sur chaque véhicule, - l'indication du point et de l'heure d'entrée du premier véhicule sur l'itinéraire ainsi que celle du point et de l'heure de sortie du dernier véhicule, - éventuellement des consignes spéciales de circulation. |
| <u>CONTROLE</u> | <p>Action consistant à vérifier l'exécution de mouvements ou transports prévus et à renseigner sur les conditions de leur déroulement. Elle est exercée par des personnels regroupés au sein d'un "Poste de contrôle" et implique un contact entre usagers et contrôleurs.</p> <p>Une patrouille d'un peloton de circulation peut constituer à la demande un Poste de contrôle dont le commandement est assuré par le Chef de peloton.</p> |
| <u>DEBIT</u> | <p>Volume de circulation possible en un lieu dans un temps donné.- Il est évalué soit en un point déterminé, soit pour un itinéraire.</p> |
| <u>DEBIT D'UN ITINERAIRE</u> | <p><u>Nombre réel</u> de véhicules qui débouchent en une heure à l'issue de cet itinéraire après l'avoir parcouru.</p> |
| <u>DEBIT D'UN POINT</u> | <p>Le débit en un point d'un itinéraire est le nombre de véhicules susceptibles de passer dans le même sens, en une heure, en ce point-Fonction du rapport vitesse/échelonnement des véhicules, il est donné par la formule ci-après en l'absence de toute contrainte de circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - $\frac{\text{vitesse de marche horaire (en mètres/heure)}}{\text{distance entre véhicules tête à tête (en mètres)}}$ |

| | |
|--|---|
| <u>DEPLACEMENT</u> | Acheminement de personnels, de matériels, ou d'approvisionnements d'un point à un autre quel que soit le mode utilisé (voie ferrée, routière, maritime, aérienne). En matière de voie routière, ce terme couvre indistinctement les mouvements et transports de toute nature. |
| <u>DEVIATION</u> | Itinéraire de détournement joignant deux points d'un itinéraire déterminé et permettant d'éviter un point (ou un tronçon de cet itinéraire) où la circulation est devenue difficile voire impossible. |
| <u>DUREE DE TRAJET</u> | Temps mis par un véhicule pour parcourir un itinéraire ou un tronçon d'itinéraire. |
| <u>DUREE D'ECOULEMENT</u> (d'une colonne) | Intervalle de temps qui s'écoule entre le passage, en un point donné du premier et du dernier véhicule de cette colonne. |
| <u>DUREE D'ENCOMBREMENT</u> (d'un itinéraire) | Intervalle de temps qui s'écoule entre le moment où le premier véhicule d'un élément pénètre sur un itinéraire déterminé et celui où le dernier véhicule en sort. La durée d'encombrement est la somme de la durée d'écoulement et de la durée de trajet. |
| <u>FILTRAGE</u> | Opération consistant après identification des véhicules et compte tenu des priorités locales établies par les autorités, à autoriser certains véhicules ou ensembles de véhicules à poursuivre leur déplacement, à diriger les véhicules refoulés sur un autre itinéraire ou des garages. Cette mission est normalement exécutée par une patrouille de circulation installée en poste de filtrage. |
| <u>FLECHAGE</u> | Mise en place, en certains points d'un itinéraire, de flèches de direction et de pancartes, destinées à indiquer la direction à suivre à un élément empruntant cet itinéraire. |

.../...

| | |
|--------------------------|---|
| <p><u>ITINERAIRE</u></p> | <p>Tracé que suivent, ou que doivent suivre, pour aller d'un point à un autre, des véhicules se déplaçant, selon les circonstances sur des voies carrossables, voire en tous terrains.</p> <p>L'itinéraire est dit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "LIBRE", lorsque son utilisation n'est soumise à aucune restriction. - "GARDE", lorsque son accès n'est autorisé à aucun véhicule sans l'attribution préalable d'une autorisation d'utilisation. <p>Un contrôle complet s'y exerce dans le temps et dans l'espace en matière de priorités d'utilisation et de réglementation de circulation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - "INTERDIT" lorsque son accès n'est pas autorisé. - "RESERVE", lorsqu'il est mis à la seule disposition d'usagers prioritaires pendant un certain délai. - "SURVEILLE", lorsqu'il est assujetti à un contrôle limité notamment en matière de volume de véhicules pouvant l'emprunter. |
| <p><u>JALONNAGE</u></p> | <p>Procédé consistant à mettre en place aux points difficiles d'un itinéraire des personnels appelés "jalonneurs" dont la mission est d'indiquer la direction à suivre.</p> |
| <p><u>PILOTAGE</u></p> | <p>Procédé permettant de faire franchir alternativement à deux courants de circulation opposés, un point ou un tronçon d'itinéraire à un seul courant de circulation instantanée.</p> |
| <p><u>POINTAGE</u></p> | <p>Action qui a pour objet de renseigner sur l'écoulement du trafic en général ou de déplacements particuliers. Exercée par des personnels regroupés au sein d'un poste de pointage, elle consiste :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à identifier à vue les usagers sans les arrêter et à noter leur heure de passage, - à transmettre à l'autorité intéressée les renseignements recueillis. <p>Une patrouille d'un peloton de circulation peut constituer à la demande un Poste de pointage.</p> |

| | |
|--|---|
| <u>POINT CRITIQUE</u> (d'un itinéraire) | Point de l'itinéraire ou la circulation est rendue la plus difficile en raison du tracé, du profil, de la présence d'obstacles permanents ou temporaires et où le débit est le plus faible. |
| <u>POINT SENSIBLE</u> (d'un itinéraire) | Point d'un itinéraire dont le débit risque d'être réduit. Un itinéraire peut compter plusieurs points sensibles. |
| <u>REGULATION</u> | <p>Action menée sur les déplacements en cours afin d'assurer leur déroulement conformément à de nouvelles directives et leur adaptation aux conditions du moment. Elle est exercée par un Poste de Contrôle éventuellement renforcé en fonction de la mission. Le poste de régulation a pour chef un responsable habilité à transmettre des directives modifiant les décisions initiales.</p> <p>Un Poste de régulation est généralement mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau d'une latérale ou d'une bande de terrain permettant le recueil des éléments en déplacement et leur réorientation : <li style="margin-left: 40px;">. pour le franchissement d'une coupure, <li style="margin-left: 40px;">. pour la poursuite de leur mission ou leur variantement après un incident quelconque. - En amont des raccordements d'itinéraires desservant des installations logistiques. |
| <u>VARIANTE</u> | Itinéraire emprunté par des éléments en déplacement à la suite d'une action de régulation, dite aussi de variantement. |

*

*

*

A N N E X E I I I

COORDINATION DES DISPOSITIONS CONCERNANT LES DEPLACEMENTS ET LA CIRCULATION ROUTIERE DANS DES CAS EXCEPTIONNELS.

Aussi bien au sein du centre opérationnel interministériel de circulation routière à l'échelon central, qu'à l'intérieur des comités interservices au niveau des zones de défense, diverses mesures sont nécessaires pour assurer la coordination des Transports et de la Circulation.

Ces mesures comportent notamment :

- a) L'établissement lorsque nécessaire des plans de déplacements prévus au paragraphe 181 du Chapitre I.
- b) L'établissement "d'éventuels" graphiques :
 - de marche de colonnes,
 - de charge d'itinéraire,
 - d'occupation de points sensibles.(cf. appendices 1-2-3 et 4 à la présente annexe).
- c) La délivrance, lorsque nécessaire, d'autorisations d'utilisation d'itinéraires (cf. paragraphe VI du modèle de plan de circulation donné en annexe I).
- d) La détermination des points où devront être installés des postes de pointage, de contrôle, voire de régulation des déplacements.

Appendice 1 à l'annexe III.

GENERALITES SUR LES GRAPHIQUES
DE DEPLACEMENTS

La préparation des déplacements empruntant soit le même itinéraire, soit des itinéraires se raccordant ou se coupant, nécessite généralement l'établissement par itinéraire, du graphique des déplacements le concernant.

Les renseignements donnés par les graphiques, ainsi que ceux obtenus par leur comparaison permettent de déterminer, dans une certaine mesure, les conditions dans lesquelles peuvent être effectués les déplacements.

Documents d'étude et de décision, les graphiques de déplacements par route ne peuvent être comme les graphiques des chemins de fer, des instruments de calcul précis, réglant les mouvements des trains à la minute près. Une telle précision ne peut être demandée, l'un des éléments qui sert à leur établissement, la vitesse de marche, pouvant en effet varier dans des proportions considérables selon les conditions atmosphériques, la viabilité et le profil des routes, la fatigue du personnel, l'état du matériel, la composition interne des colonnes, les réactions de l'ennemi.

Sous cette réserve et outre l'emploi qui en est fait dans la préparation des déplacements, ils permettent, avec une approximation suffisante :

- d'estimer d'un coup d'oeil, à un moment donné, la position sur la route d'un élément de marche (qu'on veuille le varier ou lui communiquer un ordre),
- de déterminer les points sensibles où des difficultés de circulation sont prévisibles,
- d'apprécier l'encombrement d'un itinéraire.

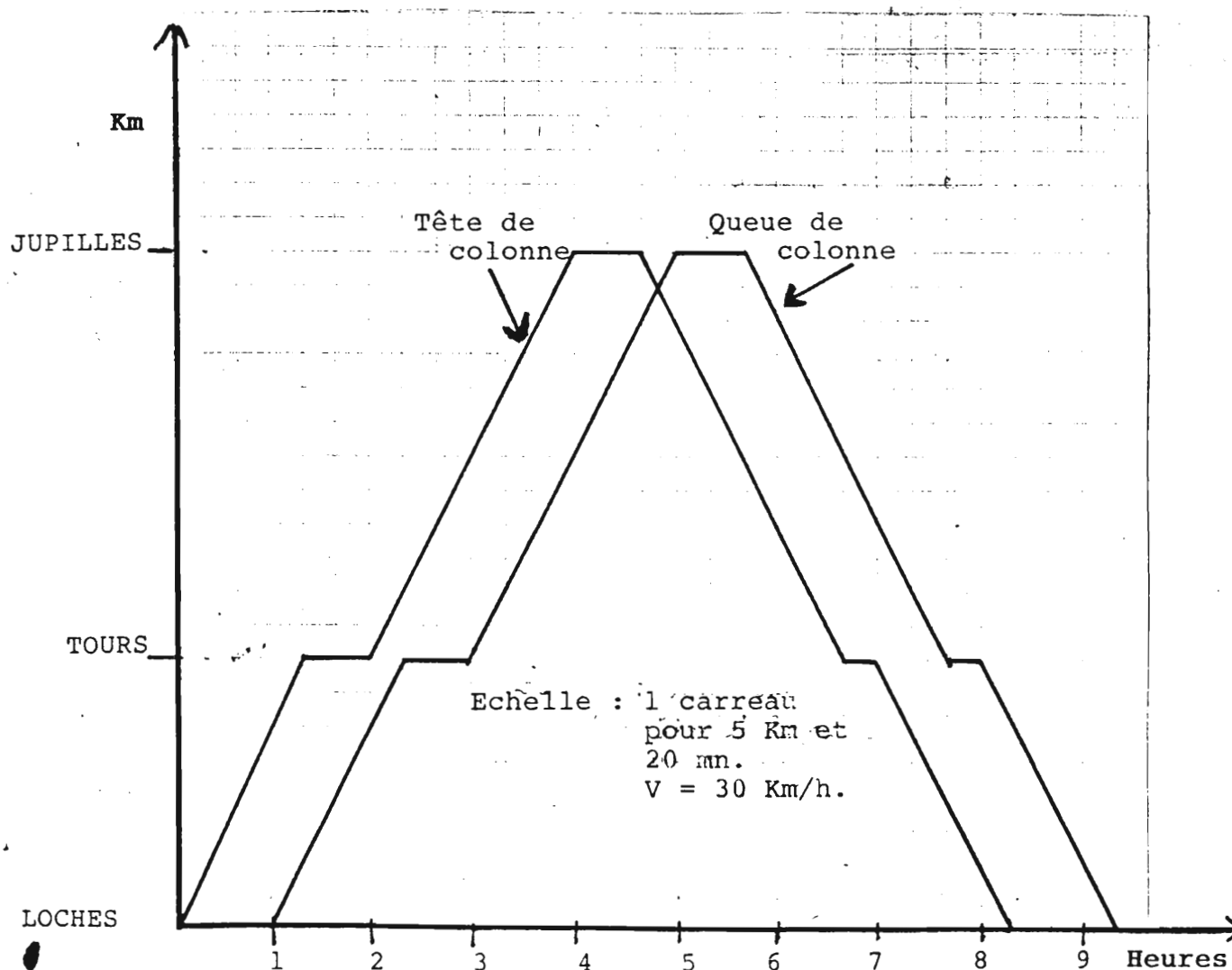
Appendice 2 à l'annexe III.

GRAPHIQUE DE MARCHE D'UNE COLONNE

Le graphique de marche d'une colonne est la représentation graphique du déplacement de cette colonne, en fonction des horaires, déterminés par la vitesse moyenne et la distance à parcourir. On distingue le graphique théorique représentant le déplacement prévu et le graphique réel représentant le déplacement réalisé.

Le graphique théorique permet :

- de fixer les heures de départ et de déterminer les heures d'arrivée des têtes et queues de colonne,
- de prescrire les haltes en fonction des servitudes de l'itinéraire,
- d'envisager les lieux et les horaires de ravitaillement.

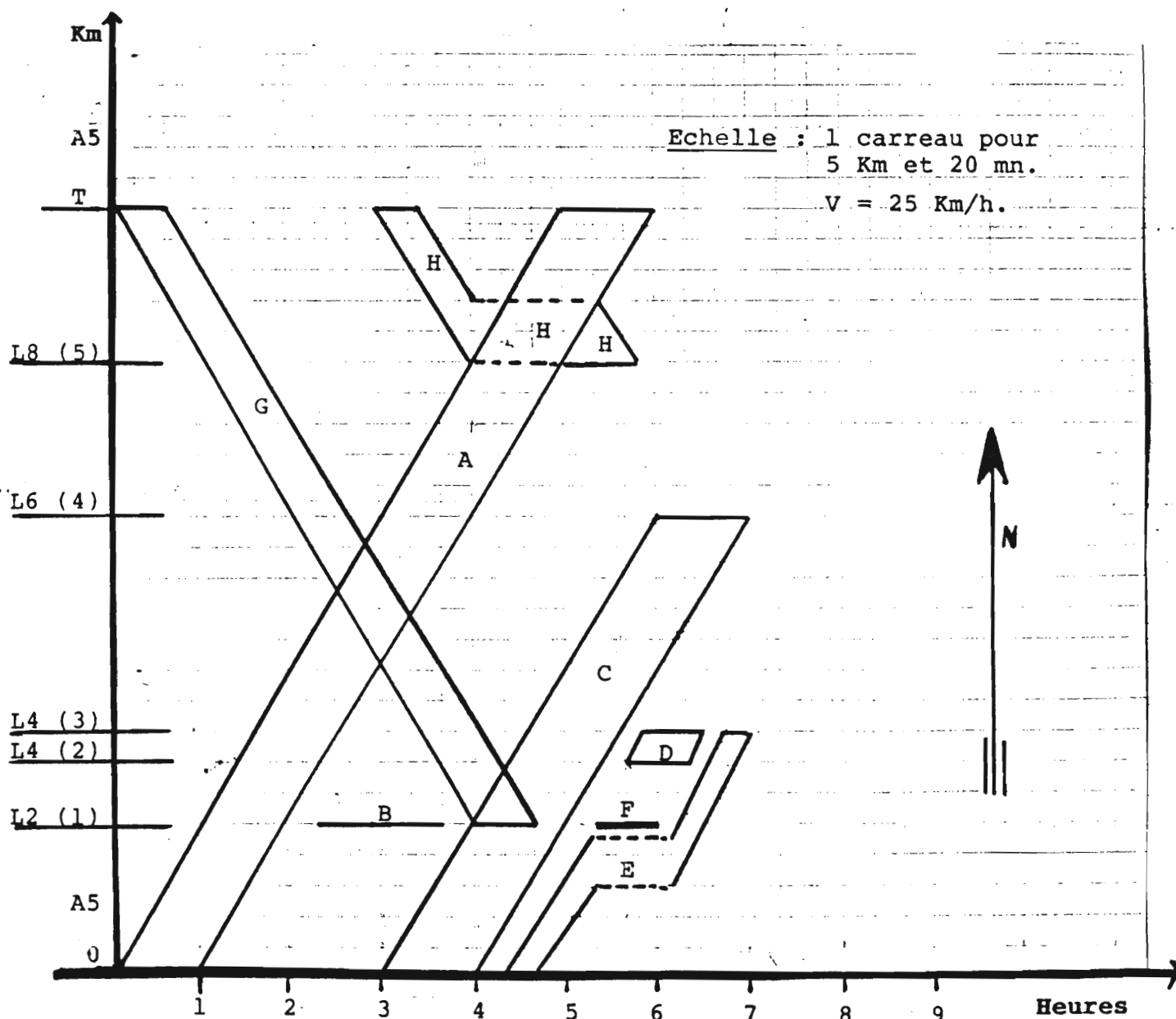


Appendice 3 à l'annexe III.

GRAPHIQUE DE CHARGE D'UN ITINERAIRE

Le graphique de charge d'un itinéraire récapitule les différents graphiques de marche des colonnes qui l'empruntent et permet d'apprécier son encombrement.

Son exploitation permet en particulier d'introduire sur un itinéraire, au moment opportun, en utilisant les blancs du graphique, un élément nouveau dont l'acheminement prioritaire implique l'emprunt ou le cisaillement de l'itinéraire considéré.



Appendice 3 à l'annexe III
(suite)

GRAPHIQUE DE CHARGE D'UN ITINERAIRE
(LEGENDE)

Sur le graphique de charge, les déplacements identifiés par les lettres suivantes représentent :

| | |
|---|--|
| A | Colonne qui se déplace sur l'A5 de O vers T à 25 Km/h. |
| B | Cisaillement de l'axiale N° 5 par une colonne qui emprunte la latérale N° 2. (Durée d'écoulement 1 h 20). |
| C | Colonne qui se déplace sur l'A5 de O vers T et déboîte sur L6 au point 4. |
| D | Cisaillement de l'A5 par une colonne empruntant la L4. (Itinéraire commun A5 - L4 sur 5 Km). |
| E | Colonne circulant sur l'A5 de O vers T. Elle doit laisser passer la colonne F au point (1) qui empruntant la L2 cisaille l'A5. Après reprise du déplacement elle déboîte sur la L4 vers l'OUEST. |
| G | Colonne qui se déplace sur l'A5 de T vers O à 25 Km/h et déboîte sur la L2 vers l'OUEST. |
| H | Colonne qui se déplace sur l'A5 de T vers O et devant déboîter sur la L8 à l'EST. Elle observe un arrêt pour laisser passer la colonne A au point (5). |

Appendice 4 à l'annexe III.

GRAPHIQUE D'OCCUPATION D'UN POINT SENSIBLE

Il est possible de représenter très simplement par le procédé dit "de la ROSACE" les renseignements donnés sur un graphique en un point d'un itinéraire.

Les secteurs hachurés correspondent aux heures de passage des têtes et queues de colonnes et par conséquent aux durées d'écoulement.

Les secteurs non hachurés correspondent aux blancs du graphique, donc aux périodes sans circulation au point considéré.

Ce procédé permet notamment d'apprécier l'encombrement des carrefours importants.

A N N E X E IV

TRANSMISSIONS

Cette annexe classifiée sera diffusée aux seules autorités de l'échelon national et des échelons zonaux. *hab. b. / 8 - 2007/06*

*

*

*

A N N E X E I V

A

L'INSTRUCTION SUR L'ORGANISATION DE LA CIRCULATION

ROUTIERE POUR LA DEFENSE

(TRANSMISSIONS)

*

*

*

P R E A M B U L E

Le présent document reflète la situation des moyens de télécommunications existants dans les ministères directement concernés par la circulation routière de défense à la date de publication de l'instruction interministérielle sur l'organisation de la circulation routière pour la défense ; il devra être actualisé lors des changements affectant les systèmes de transmissions ou les matériels.

Par principe, chaque département ministériel concerné est responsable de l'établissement de ses liaisons avec ou entre les niveaux territoriaux successifs et des liaisons opérationnelles avec ses éléments mobiles sur le terrain ou ses aéronefs, en utilisant soit des réseaux ou moyens propres soit le réseau de l'administration des P.T.T.

La mise en oeuvre des plans de circulation impose que les participants disposent :

- de liaisons fiables et redondantes entre les différents niveaux territoriaux concernés,
- de possibilités de coordination entre les divers systèmes de transmissions,
- de procédés permettant d'éviter les risques d'intrusion dans les divers réseaux et d'assurer la sécurité des communications.

*

*

*

C H A P I T R E I

NIVEAUX TERRITORIAUX ET LIAISONS CORRESPONDANTES

A) NIVEAU NATIONAL :

Comité interministériel et cellule de direction du centre opérationnel interministériel.

Normalement implantés dans les locaux du C.N.I.R, ces organismes disposent de liaisons :

- vers les centres opérationnels des ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Transports,

- vers les C.R.I.C.R. et C.O.D. zonaux.

a) Liaisons du C.N.I.R. vers les centres opérationnels des ministères.

- Réseau REGIS.
- Réseau téléphonique P.T.T.
- Télécopie (réseau commuté P.T.T.).
- Télégraphie (Télex P.T.T.
(Réseau télégraphique du ministère
(de l'Intérieur.

b) Liaisons du C.N.I.R. vers les C.R.I.C.R. et C.O.D. zonaux.

- Réseau téléphonique P.T.T.
- Télécopie (réseau commuté P.T.T.)
- Télégraphie (Réseau Télex P.T.T.
(Réseau télégraphique du ministère
(de l'intérieur
- Réseau gendarmerie.
- Liaisons informatiques du ministère des transports (TRANSPAC).

.../...

B) NIVEAU ZONAL - COMITES INTERSERVICES.

Normalement implanté dans les locaux du C.R.I.C.R. situé au chef lieu de zone de défense, le comité interservices de zone (C.I.S) dispose de liaisons :

- Vers le C.N.I.R,
- Vers le C.O.D zonal,
- Vers les C.O.D des départements de la zone de défense,
- Vers les C.R.I.C.R. limitrophes,
- Vers le directeur régional de l'équipement, chef du service de défense de zone pour l'Equipement et les Transports.

a) Liaisons vers le C.N.I.R.

cf niveau national.

b) Liaisons du C.R.I.C.R. vers le C.O.D zonal.

- Réseau téléphonique P.T.T.
- Télécopie.
- Télégraphie (Réseau Téléx P.T.T.
(Réseau télégraphique du ministère de l'Intérieur.
- Radiotéléphonie (réseau gendarmerie.
(réseau du ministère de l'Intérieur.

c) Liaisons vers les C.O.D de départements.

- Réseau téléphonique P.T.T.
- Télécopie.
- Télégraphie (Réseau Téléx P.T.T.
(Réseau télégraphique du ministère de l'Intérieur.

d) Liaisons vers les C.R.I.C.R. limitrophes.

- Réseau téléphonique P.T.T.
- Télécopie.
- Télégraphie (Réseau Téléx P.T.T.
(Réseau télégraphique du ministère de l'Intérieur.
- Réseau gendarmerie.

.../...

C) NIVEAU DEPARTEMENTAL - COD de département.

Le Préfet dispose à l'échelon du département d'un COD implanté normalement à la préfecture et activé en temps de crise.

Ce C.O.D met en oeuvre, en cas de besoin, des liaisons :

- vers le C.R.I.C.R. de rattachement,
- vers les PC fixes ou mobiles des ministères concernés oeuvrant sur le terrain (Intérieur-Défense (1)-Transports).

a) Liaisons vers le C.R.I.C.R.

cf niveau zonal.

b) Liaisons vers les éléments mobiles sur le terrain.

Ces liaisons à caractère opérationnel reposent sur les moyens radio-électriques. Chaque département ministériel concerné est responsable de la mise en oeuvre des liaisons entre le C.O.D départemental et ses éléments mobiles sur le terrain.

D) LIAISONS DE SECOURS ET ENTRAIDE.

En cas de rupture des liaisons entre le C.N.I.R. et les C.R.I.C.R, chaque ministère est responsable de l'acheminement de son trafic se rapportant à la circulation routière de défense.

Dans ce but, les ministères concernés mettent en oeuvre des liaisons radiotéléphoniques entre le C.N.I.R. et leurs centres opérationnels et entre les C.R.I.C.R. et leurs organismes zonaux.

.../...

(1) Par le terme Défense, on vise les moyens spécifiques des armées de terre, de mer, de l'air et de la gendarmerie.

Par ailleurs des conventions instaurant une entraide dans le domaine des transmissions existent entre ministères. Le contenu et les limites de cette entraide sont fixées par les conventions elles-mêmes (2).

Une convention particulière entre le Ministère de l'Economie et des Finances (Direction générale des douanes) et le ministère des Transports définira les conditions précises d'acheminement du trafic du ministère des Transports par la Direction générale des douanes.

*

*

*

- (2) . Instruction générale interministérielle 32 CCT (B) du 8/5/1960 sur l'entraide et la coordination des transmissions du Ministère de l'Intérieur et des forces armées dans le cadre de la D.I.T. (X)
- . Protocole Armées-Intérieur du 1/5/1976 concernant l'interconnexion télégraphique.
- . Convention concernant l'utilisation des réseaux radiotélégraphiques du Ministère de l'Intérieur par le ministère des Transports en cas de rupture des liaisons P.T.T. (texte du 18/3/1964 modifié le 21/11/1968).

C H A P I T R E I I

MODALITES D'ETABLISSEMENT DES RELATIONS ENTRE LES DIVERS SYSTEMES DE TRANSMISSION

Les ministères concernés par la circulation routière de défense sont représentés dans les divers organismes territoriaux de circulation routière (CNIR-CRICR).

La coordination entre les systèmes de transmission des différents ministères s'effectue au niveau de ces organismes par la présence de détachements de liaison permanents disposant de moyens de liaisons propres.

Pour les liaisons opérationnelles du terrain, des possibilités d'interconnexion entre réseaux radiotéléphoniques existent, notamment entre les ministères de l'Intérieur et de la Défense (Armée de terre - gendarmerie). Elles seront répertoriées dans l'ordre particulier des transmissions accompagnant le plan de circulation routière établi au niveau de la zone de défense.

Les ordres pour les transmissions de zone (1) seront adressés à titre de compte-rendu au Ministère de la Défense (EMA et Gendarmerie), à celui des Transports (Haut Fonctionnaire de Défense - Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières - Direction des Routes), ainsi qu'à celui de l'Intérieur (Haut Fonctionnaire de défense - Direction générale de la police nationale - Direction des transmissions et de l'informatique). Le ministère de l'économie et des finances (Direction générale des douanes) en sera également destinataire en tant que de besoin.

*

*

*

(1) L'ordre pour les transmissions de zone annexé au plan de circulation de zone est un document d'ordre technique qui définit de manière précise l'organisation des transmissions utilisées (réseaux mis en oeuvre - identification des abonnés - consignes pour l'acheminement du trafic).

C H A P I T R E I I ISECURITE DES COMMUNICATIONS

Dans le cadre de la présente instruction, la sécurité des communications est assurée conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle n° 500/STC - CH du 23 décembre 1968 modifiée.

En particulier :

A) AUTHENTIFICATION.

Des procédés d'authentification des différentes stations seront utilisés pour éviter les intrusions sur les réseaux. Chaque département ministériel organisera à cet effet les procédés qui lui sont propres et les fera mettre en oeuvre sur les réseaux dont il a la charge.

B) PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES. (1)

1°) L'intervention des différents échelons territoriaux et, le cas échéant, des échelons opérationnels dans l'acheminement des informations sensibles est subordonnée à l'existence de moyens de chiffrement et de discrétion de conception nationale agréés par le Service central des chiffres et de la sécurité des télécommunications (S.C.C.S.T).

2°) L'opportunité de traiter en informations sensibles les ordres d'opérations, les mouvements d'unités militaires ou civiles et les comptes rendus de situation sera appréciée par l'autorité qui donne les ordres ou qui rend compte.

*

*

*

(1) on entend par informations sensibles les informations "CONFIDENTIEL DEFENSE" et "SECRET DEFENSE".

A N N E X E V

ROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES D'AUTOROUTES EN CAS D'APPLICATION
DES ARTICLES 2 ET 6 DE L'ORDONNANCE DU 7 JANVIER 1959 PORTANT
ORGANISATION GENERALE DE LA DEFENSE.

1 - Conception d'ensemble

- 10/ En temps de crise, les sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCAR), continuent à assurer les missions de gestion, d'exploitation, d'entretien et de maintien en état des autoroutes qui sont les leurs en temps normal. Elles participent en outre, si nécessaire, à l'exécution des plans de circulation routière de défense.
- 11/ Par arrêté du 2.12.1977 paru au Journal Officiel du 24.1.1978, les sociétés d'autoroutes ont été déclarées "Services Publics" au sens de l'article R-151 du Code du Service National ; de ce fait, leurs personnels se trouvent en affectation collective de défense. Les personnels des sociétés d'autoroutes sont donc tenus, sauf ceux ayant une affectation militaire de mobilisation, de rester à la disposition de leurs sociétés, lors de la mise en oeuvre des dispositions de l'Ordonnance sur la Défense du 7.1.1959.
- 12/ Le Service de Contrôle des Autoroutes est chargé de contrôler l'organisation des sociétés concessionnaires en situation de défense, notamment pour tout ce qui concerne la préparation de la mise en oeuvre des plans de circulation prévoyant l'utilisation des voies autoroutières.

A ce titre, il est consulté en tant que de besoin pour l'établissement des plans de circulation routière pour la défense prévus à l'échelon national et dans les différentes zones.

2 - Plans de circulation routière de défense : mission des SCAR.

- 20/ Les plans, établis à l'échelon national et au niveau des zones de défense, traitent notamment de l'utilisation des autoroutes et des itinéraires de dégagement possibles. Toutefois, ils ne font l'objet que de diffusions restreintes. Il incombera aux DRE/ZONEQ de donner les instructions qui en découlent aux responsables d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes ou à leurs représentants ceux-ci devant être désignés dès le temps normal par les directeurs généraux des sociétés.

.../...

- 21/ De ce fait, des liens nouveaux sont obligatoirement noués entre les sociétés concessionnaires d'autoroutes et les directeurs régionaux de l'Equipement faisant fonction de chefs de service de défense de zone (DRE/ZONEQ).
- 22/ Les plans de circulation routière de défense prévoieront la possibilité de mise en oeuvre de dispositifs de régulation au niveau des péages. Les plans de circulation indiqueront alors les dispositions de détail à prendre aussi bien par les sociétés d'autoroutes que par les services de Police ou de Gendarmerie.

3 - Relations entre les sociétés d'autoroutes et les CRICR.

Dès le temps normal, des relations informelles existent entre les services d'exploitation des sociétés d'autoroutes et les CRICR, les sociétés avisant les chefs de division Transports des CRICR des ouvertures et des fins de chantiers, des mesures d'exploitation prises à l'occasion des travaux, des restrictions de circulation dues aux intempéries hivernales, ainsi que souvent des bouchons importants survenant en périodes de fort trafic.

Les CRICR, de leur côté, tendent à fournir aux sociétés, lors des grands départs de périodes de vacances, des informations sur les flux observés dans les secteurs situés en amont de leurs secteurs. Ils tiennent alors également les SCAR au courant des ouvertures et des fermetures des itinéraires "Bis" les concernant.

En temps de crise, ces relations doivent être impérativement resserrées. D'une manière générale, les sociétés concessionnaires d'autoroutes avisent les CRICR de toutes les perturbations ayant des répercussions sur l'écoulement des trafics, et ce, soit par l'intermédiaire des forces de Police et de Gendarmerie, soit par les services d'exploitation des sociétés d'autoroutes.

4 - Relations entre les sociétés d'autoroutes et le système de recueil automatique de données routières.

Au fur et à mesure de la mise au point du système de recueil automatique de données routières, les sociétés d'autoroutes bénéficient de la diffusion par télex, au besoin en temps réel, des comptages relevés en des points reconnus comme les intéressant par l'intermédiaire des postes régionaux de retransmission automatique installés dans les CRICR.

.../...

Cette disposition qui entre en vigueur progressivement ne peut que prendre une importance nouvelle en période de crise. Il est prescrit aux SCAR d'utiliser alors au mieux les possibilités de ce système d'acquisition de données en fonction de l'expérience du temps normal.

5 - Organisation des Liaisons et Transmissions en temps de crise.

Dès le déclenchement d'une crise, le DRE faisant fonction de chef de service de défense de zone Equipement-Transports réunira les directeurs d'exploitation des SCAR, les DDE concernés et le chef de service Transports du CRICR compétent. Il arrêtera de manière concertée le plan des liaisons et transmissions de circulation du temps de crise interne à son service "Equipement-Transports de Zone" préparé dès le temps normal pour fixer les liaisons à établir entre lui-même et les directions d'exploitation des sociétés d'autoroutes ainsi que les liaisons entre les divisions Transports des CRICR et les directions d'exploitation, voire les districts d'exploitation des sociétés d'autoroutes.

Doivent être déterminés avec précision dès le temps normal les lieux d'exploitation des services désignés.

Au début d'une crise, les noms des personnes responsables de chaque service doivent être confirmés.

* *

*